

Grand Conseil : Indemnité des députés

Le deuxième volet de la modification de la loi du Grand Conseil a finalement été renvoyé en commission, grâce notamment au groupe PopVertSol.



Je me permets de mettre en partie mon intervention au nom du groupe PopVertSol

« Nous tenons en préambule à remercier les commissaires de leur réflexion et de leur travail. Nous tenons également à rappeler que le travail parlementaire est souvent lourd et parfois dévalué. De plus, nous ne le répéterons jamais assez : la démocratie a un coup, mais la démocratie n'a pas de prix.

Toutefois, le rapport soumis ne peut être accepté. En effet :

Si le groupe PopVertSol salue la fiscalisation prévue des indemnités et même si celles-ci n'ont pas été indexées depuis fort longtemps, nous ne pouvons accepter cette augmentation.

La revalorisation des indemnités des députés de 100%, passant de 100.- à 200.- par séance, est simplement scandaleuse compte tenu de l'évolution de la conjoncture et la situation économique actuelle.

A l'heure où le déficit budgétaire est particulièrement préoccupant, nous ne pouvons nous octroyer une telle augmentation, ainsi que la panel de mesures qui l'accompagne et qui augmentera irrémédiablement les dépenses de l'Etat de plus d'un million cinq cents mille francs.

De plus, la fin d'un versement fixe par groupe, d'un socle, et le passage de 700 à 3000 francs par siège non seulement augmentera les charges de l'Etat, mais favorisera de manière importante certains partis politiques au détriment des

autres. [...]

Bref, pour rappel, les couches les plus fragilisées de la population ont déjà fait les frais des restrictions budgétaires passées, restrictions prises avec le consentement à l'époque de ce parlement. De plus, des mesures particulièrement pénibles semblent également se dessiner pour le budget 2010. Parallèlement à cela, nous nous devons de rappeler qu'un nombre toujours plus croissants de personnes se retrouvent à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale.

Dès lors, pouvons-nous décemment, symboliquement et moralement, nous octroyer un paquet d'augmentation à hauteur de plus d'un million cinq cents mille francs. La réponse de notre groupe est NON!

Il en va de la solidarité avec l'ensemble des neuchâtelois. Il va de la crédibilité du monde politique, il en va de la crédibilité de ce parlement.

Bref, il nous faut dégager des priorités et celle-ci n'en est pas une.

En conclusion et au vu de la détérioration de la situation économique, situation qui ne correspond pas avec celle de l'élaboration du rapport, le groupe PopvertSol refusera le rapport.»

Malgré l'acceptation des Socialistes et des Libéraux-radicaux, le Grand Conseil a finalement refusé le rapport, le POPVertSol et l'UDC ayant voté le renvoi du rapport en commission.